



Doc. 14653

16 octobre 2018

Suites données à l'enquête sur la lessiveuse azerbaïdjanaise

Proposition de résolution

déposée par M. Rasmus Vestergaard MADSEN et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Un an après que l'enquête sur la lessiveuse a révélé le dispositif azerbaïdjanais de plusieurs milliards visant à exercer une influence, rémunérer des lobbyistes et blanchir des capitaux, rien n'a changé en Azerbaïdjan. Aucune enquête pénale n'a été ouverte et personne n'a eu à rendre compte de ces faits. Cette affaire qui a secoué l'Europe n'a pas suscité de réel débat politique en Azerbaïdjan, où le régime de plus en plus autoritaire a quasiment supprimé tout espace pour une activité de la société civile ou un journalisme de qualité.

L'un des journalistes qui dénoncent la corruption en Azerbaïdjan est le célèbre blogueur et défenseur des droits de l'homme Mehman Huseynov, qui purge actuellement en Azerbaïdjan une peine de deux ans d'emprisonnement fondée sur des accusations de diffamation montées de toutes pièces. La famille d'Huseynov a subi des pressions qui ont entraîné le décès de sa mère le 6 août 2018. Il est l'une des nombreuses victimes du régime emprisonnées à tort pour des raisons politiques, avec également Afgan Mukhtarli et Khadija Ismailova. Intigam Aliyev et Ilgar Mammadov, bien qu'ils aient été remis en liberté à la demande de la Cour européenne des droits de l'homme et d'autres organes du Conseil de l'Europe, sont sous le coup d'une interdiction de quitter le pays.

L'Assemblée parlementaire devrait exiger des autorités azerbaïdjanaises qu'elles rendent des comptes sur leurs pratiques de corruption visant à monnayer une influence au sein du Conseil de l'Europe afin de dissimuler des violations massives des droits de l'homme. De plus, l'Assemblée devrait aussi recommander que les profits réalisés par la Danske Bank en se faisant l'instrument de la «lessiveuse» soient transférés à la société civile azerbaïdjanaise aux fins de la lutte contre la corruption et de la promotion des droits de l'homme et de la démocratie en Azerbaïdjan.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

MADSEN Rasmus Vestergaard, Danemark, GUE
ÅBERG Boriana, Suède, PPE/DC
BARNETT Doris, Allemagne, SOC
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
D'AMBROSIO Vanessa, Saint-Marin, SOC
DOUBLE Steve, Royaume-Uni, CE
ESTRELA Edite, Portugal, SOC
FRIDEZ Pierre-Alain, Suisse, SOC
GATTOLIN André, France, NI
GAVAN Paul, Irlande, GUE
GUNNARSSON Jonas, Suède, SOC
HEINRICH Frank, Allemagne, PPE/DC
HEINRICH Gabriela, Allemagne, SOC
HUNKO Andrej, Allemagne, GUE
JANSSON Eva-Lena, Suède, SOC
KAVVADIA Ioanneta, Grèce, GUE
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE
MIKKO Marianne, Estonie, SOC
ÓLASON Bergþór, Islande, PPE/DC
OVERBEEK Henk, Pays-Bas, GUE
PSYCHOGIOS Georgios, Grèce, GUE
RAMPI Roberto, Italie, SOC
RÖSSNER Tabea, Allemagne, SOC
SCHMIDT Frithjof, Allemagne, SOC
SCHWABE Frank, Allemagne, SOC

1. CE: Groupe des conservateurs européens
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts
NI: non inscrit dans un groupe